Pour des antennes TV doublement collectives

Par manque de clairvoyance et d'esprit d'initiative, les autorités communales de Suisse romande laissent graduellement tomber en mains privées un service qui se doit public à tout point de vue, et qui devrait par conséquent être pris en charge par les communes pour le bénéfice de tous. Il s'agit des antennes collectives de télévision.

L'installation d'antennes collectives se développe rapidement en Suisse. Et c'est tant mieux. La communauté en bénéficie, car la prolifération des antennes individuelles s'en trouve freinée pour le grand bien de la silhouette de nos localités. Afin de préserver leur cachet, certaines communes — notamment Marthalen — imposent même le rattachement à l'antenne communale. Mais en plus, le téléspectateur tire lui aussi de nombreux avantages de cet arrangement : plusieurs programmes de télévision et de radio dans des conditions techniques parfaites, économie lors de l'achat d'un appareil de réception (une seule norme suffit) et accès futur sans complication à des possibilités nouvelles, telles que la réception des émissions de satellites et — à l'autre extrême — d'émissions locales.

Qui établit et exploite les antennes collectives et les réseaux de distribution ? Sur les 135 communes suisses ainsi desservies, seuls 41 réseaux — soit le 30 % — sont en main communale. Les autres relèvent d'entreprises privées. En Suisse romande, ce rapport ne dépasse même pas le 10 % des communes touchées. Plus précisément, jusqu'au début 1972, seules deux communes — Renens et Grimentz — ont eu le bon sens de reconnaître que la responsabilité d'assurer ce nouveau service public appartenait à la collectivité et non à des promoteurs privés !

En effet, comme le téléphone, l'électricité et le gaz, la distribution de signaux de radio et de télévision est un service public. Pourquoi ? Parce que toute la population y est potentiellement intéressée, parce que le réseau de

distribution emprunte la voie publique et parce que l'entreprise dispose en fait d'un monopole. Quelques communes suisses alémaniques marquent même à l'extrême la notion d'intérêt et de service public en remplissant cette tâche gratuitement.

Surtout lorsque la commune dispose déjà d'une branche administrative « Services industriels », le téléspectateur peut s'attendre à payer moins cher son ravitaillement en ondes hertziennes par une exploitation communale. Les frais administratifs sont moindres, étant donné que les spécialistes et personnel d'entretien s'intègrent à une organisation existante.

Il est vrai que les entreprises privées sont soumises à une concession communale dans laquelle la commune se réserve généralement le droit d'approuver les tarifs d'abonnement. Mais vu la diversité et la complexité des réseaux, on peut douter que les autorités puissent acquérir la base de jugement nécessaire pour leur permettre de protéger efficacement l'intérêt des abonnés en matière de tarifs.

L'exploitation d'une antenne collective appartient au secteur public. C'est aux autorités locales et aux conseillers communaux conscients de l'intérêt général de prendre l'initiative en ce domaine. S'ils ne le font pas, d'autres sauront tout naturellement fournir un service de plus en plus demandé et de plus en plus nécessaire.

DANS CE NUMÉRO

Page 2 : dossier de l'éditorial, courrier; p. 3 : la semaine dans les kiosques alémaniques, contre l'exportation d'armes; pp. 4/5 : l'Helvétie future mise en bulletin, le prix (fort) de l'information économique, une nouvelle de Gilbert Baechtold; pp. 6/7 : rubrique d'actualité locale; p. 8 : le carnet de Jeanlouis Cornuz.

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 189 3 août 1972
Neuvième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement

pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1972 : 15 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Daniel Delley
Ruth Dreifuss
Jean-Pierre Ghelfi
François Kohler
Bruno Pellaud

189

DOSSIER DE L'EDITORIAL

Le studio du coin

Un réseau de distribution de signaux TV peut non seulement retransmettre les images provenant de l'antenne collective, mais aussi le cas échéant celles produites dans un studio local. Des projets concrets existent déjà pour de tels programmes locaux, notamment à Baden. La concession des PTT n'autorise pas pour le moment l'exploitant de l'antenne collective de distribuer ses propres images. Comment sera réglé ce problème à l'avenir ?

Dans sa réponse à la motion Teuscher (conseiller national, agriculteur à Ecublens), le conseiller fédéral Bonvin déclare qu'il ne voit pas pourquoi, au-delà et avant la concession nationale à la Société suisse de radiodiffusion (SSR), une commune ou association de com-

munes ne pourrait pas également bénéficier d'une concession d'émission. La réponse et la motion ne concernent que les antennes communales, qui sont pourtant moins nombreuses que celles à statut privé. Une vue d'ensemble de la question fait donc encore défaut.

Un débat de fond s'impose avant que les PTT n'accordent la première concession d'émission locale. Il s'agit de déterminer qui — dans le cadre de nos institutions et dans l'intérêt du public — doit assumer cette tâche délicate d'information par l'image à l'échelon politique le plus bas. Une branche locale de la SSR, un service de la commune, une société complètement privée, ou une entreprise à statut public appartenant à une ou plusieurs communes ?

L'antenne collective ouvre donc la perspective du studio TV local.

A ne pas oublier.

COURRIER

Le «tir de barrage» de DP contre les syndicats

Depuis quelque temps déjà votre journal auquel je suis abonné attaque les syndicats horlogers. Vos critiques s'adressent à la FOMH, vous ne dites rien des autres. Votre tir de barrage est dirigé contre la paix du travail, en d'autres termes contre la politique conventionnelle.

Cette paix du travail tue l'esprit de revendication des ouvriers. Si cela est vrai comment se fait-il que les entreprises non conventionnelles, très nombreuses en Suisse, ne revendiquent rien et ne se mettent jamais en grève ?

Vous dites que la non-indexation a un effet pervers sur l'action syndicale. Cela est inexact. Mes expériences de quarante années de syndicalisme me disent le contraire.

Vous dites que la fragilité des structures horlogères est défavorable aux ouvriers. Il faut savoir ce que l'on veut. Vous ne pouvez critiquer les entreprises qui renforcent leurs structures pour être solides et en même temps critiquer la fragilité des petites entreprises qui restent faibles. Vous auriez là l'occasion de montrer une logique. Permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

1. Connaissez-vous d'autres industries privées que l'horlogerie décidées à se soumettre à une expertise financière aussi poussée que celle à laquelle sont soumises les maisons horlogères ? Vous citez « La Brèche » qui affirme que les ouvriers ont perdu 120 millions. C'est une histoire de chiffres.
2. Pouvez-vous affirmer que sans la politique conventionnelle ces 120 millions seraient dans la poche des ouvriers horlogers ?

3. Connaissez-vous le contrat collectif qui porte en son sein la formule qui parle d'une « juste répartition des richesses ». S'il existe je vous le paie le « juste » prix.

Quand vous parlez de l'ASUAG, vous ne dites jamais que cette société a été mise sur pied avec l'aide et la participation de la Confédération. Son existence il y a quarante ans a sauvé l'horlogerie de la ruine.

Si vous croyez que les syndicats ne s'occupent pas des problèmes de l'avenir, vous auriez intérêt à vous informer à d'autres sources. La prochaine révision des statuts fédératifs FOMH est un indice, parmi d'autres, que le futur ne laisse pas le mouvement syndical indifférent.

Paul A. Meylan

Mise au point: Les véritables questions

Non. Domaine Public n'a ni pour habitude, ni pour doctrine, de critiquer en vrac les organisations syndicales. Sur le plan des généralités, nous avons posé (et continuons à le faire) deux questions :

a) comment assurer dans la pratique le principe de la « bonne foi » lorsque les « partenaires sociaux » ne disposent pas des mêmes sources de renseignements ?

b) pourquoi n'y a-t-il toujours pas de presse syndicale unifiée ?

Quant à notre article concernant les compensations de renchérissement dans l'horlogerie, nous pouvons affirmer qu'une clause d'indexation automatique des salaires à la hausse des prix aurait effectivement conduit à verser aux travailleurs le montant indiqué (120 millions en juin, 140 ou 150 millions d'ici à la fin de l'été). Ce différend, vieux de plus d'une année, polarise l'attention et le travail des délégués et des responsables syndicaux. D'autres tâches importantes s'en trouvent reléguées à l'arrière-plan.

Les structures horlogères sont fragiles. Les travailleurs du Jura neuchâtelois et bernois ne nous contrediront pas. Lorsque nous abordons les questions de concentrations d'entreprises, nous ne disons pas qu'elles sont dommageables pour les travailleurs. Par contre, nous sommes préoccupés par la manière dont elles sont décidées : sans consultation, ni des ouvriers, ni des organisations syndicales.

Il est vrai que l'expertise comptable à laquelle des entreprises horlogères ont dû conventionnellement se soumettre, du fait qu'elles refusaient de compenser le renchérissement, est intéressante. Les résultats de cette expertise seront-ils toutefois remis au seul tribunal arbitral — ce qui en diminuerait l'intérêt — ou aussi aux organisations syndicales ?

Que la formule figure ou non dans le texte des conventions collectives, il n'en reste pas moins que la défense de la politique conventionnelle s'appuie généralement sur l'argument qu'elle permet une « juste répartition des revenus ».

Nous n'avons jamais minimisé le rôle et l'importance de l'ASUAG (voir DP 171). Nous pensons même que sa conversion récente en entreprise industrielle moderne est un facteur positif pour l'industrie horlogère.

Si la révision des statuts de la FOMH aboutit aussi à une modernisation du grand syndicat suisse, nous serons les premiers à applaudir. Pour nous, ce dossier reste ouvert : nous attendons de connaître le projet qui sera soumis au congrès de la FOMH pour le commenter.

D.P.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

De la CEE à Ascona

Dans le « Sonntags Journal » Rudolf R. Bigler consacre son éditorial au rapprochement de la Suisse et de la Communauté européenne sous le titre « Intégré pour l'éternité ».

L'offensive judiciaire contre la revue trimestrielle « Offensiv » (déjà condamnée pour un photomontage consacré au conseiller fédéral Gnägi), la conférence de sécurité européenne et la faillite d'Eurogas sont les sujets de la rubrique « Suisse ». La page de titre et l'histoire qui lui est consacrée font découvrir Ascona 1972 et ses hôtes, cette commune qui fait un procès à la revue féminine « Annabelle » en lui réclamant un million de francs de dommages et intérêts pour avoir affirmé que l'eau du lac était impropre à la baignade.

En page économique, il est question des entreprises qui doivent licencier du personnel. La liste annexée cite 21 entreprises et un total d'environ 2500 travailleurs licenciés.

« Die Weltwoche » consacre une page critique à la brochure « Göhnerswil — Wohnungsbau im Kapitalismus » rédigée par des étudiants en architecture de l'EPF Zurich. La conclusion de l'édi-

torialiste Rudolf Bächtold : Pourquoi des délégations des pays de démocraties populaires de l'Est européen s'informent-elles toujours des méthodes de construction de l'entreprise Göhner AG et louent-elles ces constructions ?

La tribune de la semaine est signée Ezio Canonica, président de la FOBB qui écrit à propos du protocole signé à Rome au sujet des travailleurs italiens en Suisse : « Comme on s'y attendait, ce sont les extrémistes de la gauche italienne et ceux de la droite helvétique qui ont écrit du mal de cet accord ; ce qui confirme, une fois de plus, que les extrêmes se touchent ».

L'illustré « Woche » publie une série d'articles sur les Suisses malcommodes. En tête de liste, le professeur Hans Küng (Saint-Gall), les conseillers nationaux Arthur Villard, James Schwarzenbach et A.C. Brunner, le procureur général Hans Walder et le chef bélier Jean-Claude Montavon.

EXPORTATION D'ARMES : HUIT SEMAINES AVANT D'ACCEPTER L'INITIATIVE

Choisir une échelle de valeur

Les adversaires de l'initiative pour un contrôle renforcé de l'industrie d'armement et l'interdiction d'exportation d'armes ont choisi la leur. En intitulant leur comité d'action « pour une défense du pays efficace ». C'est donc sur le terrain de la défense nationale qu'ils veulent se battre. Un terrain propice qui permet de camoufler les intérêts particuliers derrière les flonflons de l'indépendance et de la souveraineté.

C'est aussi l'un des arguments essentiels développés dans le rapport de la commission Weber. Il faut pourtant nous rendre à l'évidence : cette chanson-là, c'est de l'histoire ancienne. Certes nous n'importons que 28 % de notre armement, mais quel armement ? Avions, canons anti-chars, fusées, radars, ordinateurs. Qualitativement, le principal de notre arme-

ment. Nous n'avons donc pas d'autarcie à défendre dans ce domaine.

Les industriels suisses qui ont investi dans la production d'armement n'ont qu'un but — comme d'ailleurs les autres branches de l'industrie — le profit. Ils ne se soucient pas de défense nationale. Si Bührle ou la SIG s'aperçoivent qu'un autre secteur est plus rentable, ils abandonneront les armes, sans remords. Nous n'avons donc pas d'autarcie à maintenir dans ce domaine.

La volonté de défense n'a rien à voir avec l'interdiction d'exporter des armes. Par contre, les bénéficiaires des marchands de canons ne peuvent que souffrir de cette interdiction. C'est là la véritable alternative : continuer d'admettre que quelques-uns s'enrichissent par ce trafic ou donner un sens concret à une politique extérieure neutre et solidaire.

PROSPECTIVE

L'Helvétie future mise en bulletin

Fondée en mars 1970, l'Association suisse pour la recherche prospective compte actuellement 184 membres, auxquels elle estime le moment venu de ne plus livrer seulement la revue bimestrielle allemande « Analysen und Prognosen », mais également un bulletin axé sur l'avenir de l'Helvétie.

Des spécialistes

La rédaction de cette publication a été confiée par le président Bruno Fritsch, bouillant professeur d'économie à l'EPF-Zurich (spécialiste des prévisions en matière de courants d'échanges internationaux) et président de la Commission scolaire d'Herrliberg, à son confrère en prospective, le Dr G. Kocher, secrétaire au siège zurichois de l'Office suisse d'expansion commerciale.

Le premier numéro du bulletin en question, d'une présentation sinon d'un contenu fort dense, ne nous révèle rien, et surtout pas la dispersion des efforts en matière de prospective à l'helvétique : Association ad hoc, N.S.H., Kneschaurek, pour ne citer que les principaux.

Carences

A noter, en comparaison avec les publications analogues à l'étranger, l'absence de prévisions technologiques, mises à part les applications possibles du traitement électronique de l'information.

Comme si, en Suisse, une association scientifique devait se confiner dans les spéculations sur l'avenir de la société, mais laisser à l'économie privée le soin de calculer le sien.

Le prix (fort) de l'information économique

Légalement imposée ou non, la participation des salariés aux discussions et aux décisions dont leurs conditions de travail et de vie dépendent n'a de sens que s'ils reçoivent et savent lire l'information nécessaire pour intervenir valablement. Hors la compétence, pas de salut pour ceux qui n'ont pas grandi dans le système et qui, s'ils ne veulent pas y entrer, doivent lutter pour faire admettre leurs capacités.

Or, pour les salariés de la participation comme d'ailleurs pour tous ceux qui cherchent à s'informer pour comprendre les faits économiques et sociaux, l'investissement est assez considérable, autant dire à la mesure du retard à combler. Car ils doivent payer de leur poche et de leur temps libre toutes ces connaissances que les patrons et leurs conseillers ont acquises en grande partie aux frais de la communauté sur les bancs des hautes écoles commerciales. Connaissances du reste com-

UNE NOUVELLE DE GILBERT BAECHTOLD

La guide

Chaque jour il m'arrivait quelque chose. Rien de tragique : un quiproquo, une rencontre inattendue, une réminiscence. Oui, je voyageais sous le signe de l'imprévu. En cette minute, la pluie rayait mon hublot. L'atterrissage à Tokyo était prévu pour midi. Je m'endormis.

J'ouvris les yeux quand l'avion toucha le sol. Si tôt à terre j'entendis mon nom. Une hôtesse me tendit un billet et je lus :

L'agence Fujita vous souhaite la bienvenue au Japon. Elle vous a délégué une guide, M^{lle} Atasuri, qui vous conduira à votre hô-

plétées, pour ces privilégiés, à la charge de l'entreprise grâce à des cours de cadres, à des abonnements aux publications spécialisées, à des voyages d'étude et à d'autres avantages inscrits aux frais généraux (ce qui réduit d'autant la matière fiscale des personnes morales).

Le budget que le « simple salarié » doit engager pour pouvoir jouer pleinement le jeu de la participation n'est nullement négligeable : pour la seule économie générale, il lui faut en effet prévoir deux à trois ouvrages de base sur les mécanismes de la vie économique, un dictionnaire spécialisé, ainsi qu'un abonnement à un magazine économique international (deux s'il lit une langue étrangère) et à un hebdomadaire national. Soit au total pas loin de 150 francs de livres au départ, et en tout cas autant pour le règlement des abonnements annuels; soit aussi plus d'une douzaine d'heures par mois de lecture difficile. Sans compter le temps passé à dépouiller les bulletins des banques et autres publications gratuites qu'il aura pris soin de se faire envoyer, à lire attentivement la page économique de son quotidien et à

tel. Veuillez arborer le ruban jaune ci-joint pour qu'elle puisse vous reconnaître dans le hall.

J'arborais le ruban quand, s'élevant vers le haut plafond de l'aérogare, mon regard cueillit une pancarte gigantesque. A vingt pieds en l'air, mon nom y figurait. Oui, c'était bien lui (avec mon prénom) qui s'inscrivait en lettres énormes dans le ciel japonais. De l'écrêteau, mes yeux descendirent le long d'une perche. Une minuscule Japonaise en tenait le bout. C'était Miss Atasuri décidée à être vue malgré sa petite taille.

Une autre guide — Miss Yama Chita — me conduisit le lendemain dans un restaurant. Jolie hôtesse, avec un charmant babil, des bas ravissants. Au moment où je m'asseyais près d'elle, devant un plat exotique, me revint bizarrement

suivre diverses émissions à la radio et à la télévision.

Et ce n'est là qu'une première étape. La capacité de comprendre l'évolution économique générale ne garantit pas encore l'accession au statut de partenaire agréé par les responsables de la gestion d'une entreprise. Ils voudront que l'on apprenne encore leur langage et leur mode de pensée, intelligibles sans l'aide des manuels spécialisés (et

coûteux) en gestion financière, en marketing, etc. Soit de nouveau un investissement assez considérable, en temps surtout en l'occurrence.

La lutte pour la participation n'a de sens que si elle s'accompagne de la revendication d'un droit à la formation de base et à l'information courante nécessaires; toutes deux doivent pouvoir être acquises par les salariés « participants » au moins partiellement pendant les heures de travail

et aux frais de l'entreprise. Sans cela, les managers auront vite fait d'exploiter l'alibi offert par la présence de délégués inactifs. Car la participation est elle aussi une idée récupérable. Il n'est plus permis d'en douter après avoir vu ces dernières années comment le capitalisme sait encaisser et renvoyer (à titre onéreux, profitable même) tous les coups, même ceux qui auraient dû l'abattre.

Journal	Journal édité		Tirage contrôlé (c) affirmé (a) estimé (e)	Jour(s) de parution	Nombre de pages par numéro	au numéro Fr.	Prix abonnement annuel Fr.
	à	depuis					
Schweizerische Handelszeitung	Zurich	111 ans	18 404 (c)	jeudi	44-52	1.—	58.—
Finanz und Wirtschaft	Zurich	45 ans	15 166 (c) 18 000 (a)	mercredi et samedi	24	1.—	78.—
Schweizerische Finanzzeitung	Bâle	88 ans	8 000 (a)	jeudi	18	—,80	40.—
Agence économique et financière	Zurich/Lausanne	23 ans	6 000 (e)	tous les jours ouvrables	12	1.50	300.—
Finanz-Revue	Zurich	52 ans	4 150 (e)	vendredi	8-12	1.20	—
Bulletin financier suisse	Lausanne	100 ans	2 000 (e)	jeudi	8-12	1.—	50.—

en mémoire, du fond d'un voyage passé, les propos d'un conférencier britannique :

Vous verrez au Japon de beaux jardins et d'exquises Japonaises. Mais n'oubliez pas que ce peuple est cruel. Souvenez-vous du général nippon Yamachta qui, en 1938, ramena de Mandchourie 10 000 prisonniers chinois qu'il utilisa en temps de paix comme mannequins vivants pour les exercices à la baïonnette de ses recrues, jusqu'à complet déchiquettement.

Pourquoi, oui pourquoi cette sombre harangue m'obsédait-elle alors que ma guide — étudiante en lettres — m'entretenait avec douceur d'un texte français qu'elle devait étudier ? J'eus honte de ma distraction, lui posai la main sur le bras et lui dis :

— Comment allez-vous Yama Chita ?

Elle me répondit :

— Je ne m'appelle pas Yama Chita, mais Yamachta.

Je lui demandai si elle était parente du fameux général.

— C'était mon grand-père, me dit-elle.

Après quelques questions, ma conviction fut faite. La jeune fille habitait, à Kamakura, la villa même où mourut le terrible guerrier. J'avais vu dix ans plus tôt cette maisonnette et aperçu, trotinant, la veuve du généralissime, grand-mère de mon hôtesse. Oui, les détails concordaient et je ressentis le léger picotement que provoque le mystère. La Japonaise m'apprit que son père était aussi général, mais travaillait maintenant dans les assurances.

— Que pensait-il de votre grand-père ?

— Il le trouvait sévère, dit-elle.

Y avait-il eu transmission de pensée tout-à-l'heure entre la jeune Japonaise et moi ? Plus simplement, le nom de Yama Chita m'avait-il fait penser à Yamachta ? Peu importe : pour fixer ce moment, je saisis ma caméra et filmai à bout portant ma guide. Sur le film vous pouvez la voir rire. Rire aux éclats. Je venais de lui demander s'il était exact que son grand-père s'était fait harakiri en 1945. Harakiri ! Terrible mot qui eût dû l'assombrir. Au contraire, il la fit se tordre. C'est qu'un étranger ne sait jamais prononcer les mots japonais. Selon l'intonation, ils ont mille sens divers ou comiques. Mais le rire de ma guide était aussi celui de la jeunesse qui se moque du passé qui n'est pas le sien.

QUESTIONNAIRE WAHLEN

Où l'imagination n'est pas au pouvoir

Les réponses au questionnaire Wahlen concernant la révision totale de la Constitution fédérale tiennent en un certain nombre de volumes dont il n'est pas aisé de mettre en évidence la véritable substance. Les propositions des universités, des organisations politiques et professionnelles, des partis consultés sont évidemment d'un intérêt inégal. Ci-dessous, quelques perles à la lecture desquelles on se rendra mieux compte, si l'on n'en était pas convaincu, que l'imagination n'est pas encore au pouvoir...

Question : Faudrait-il, le cas échéant, créer par la voie constitutionnelle la possibilité de libérer les objecteurs de conscience, sous certaines conditions, de l'obligation de faire du service militaire à proprement parler ?

La réponse de l'Université de Lausanne

La commission a soumis ce problème à une assez longue discussion, sans pouvoir aboutir à des conclusions. (Vol. III, p. 579)

Une réponse du Vorort de l'industrie et du commerce

Nous rejetons l'idée d'un parlement professionnel. C'est une particularité de la Suisse que le peuple se fasse représenter directement au Parlement, et non pas par des professionnels. Dans le cas contraire, il serait à craindre que le Parlement soit dominé par les sociologues et les politologues, et que la proximité peuple-parlement soit remise en question. (trad. DP, vol. IV, p. 69)

Une réponse du canton du Valais

Il (le Conseil d'Etat) fait sienne, en outre, l'idée d'assurer mieux, par le référendum cantonal, la participation des cantons à la formation des décisions fédérales... Chaque canton doit avoir le droit de soulever le référendum contre des lois votées par les Chambres (on sait qu'actuellement huit cantons, ensemble, possèdent ce droit, art. 89, al. 2). Ce droit serait exercé dans chaque canton, par le Grand Conseil. La loi fédérale entreprise serait rejetée si la majorité des cantons la refusait. (Vol. I, p. 926)

BERNE

Une nouvelle agora

La circulation privée est de plus en plus éliminée du centre de Berne et les rues y redeviennent plus calmes. En même temps, les terrasses des cafés se font attirantes puisqu'on n'y risque plus l'asphyxie. Enfin, les groupements politiques trouvent la possibilité d'exposer leurs idées aux pas-

sants sans avoir à utiliser des mégaphones. On découvre, à quelques pas du « Palais fédéral », en général le samedi matin, des militants de tendances les plus variées qui recueillent des signatures ou des sympathies pour leurs initiatives. C'est ainsi, qu'un récent samedi, nous avons vu côte à côte les adversaires de la loi sur la délinquance des mineurs qui distribuaient leurs tracts et vendaient des insignes et des « collants » placés sous le signe de l'ogre et M. Fritz Dutler qui

récoltait les premières signatures de son initiative fédérale concernant l'institution d'un impôt social sur le revenu.

Encouragé par le succès de son initiative pour la décriminalisation de l'avortement, qui a abouti grâce à des appuis de la gauche et de l'extrême-gauche, peu touché par son échec, dans le canton de Zurich, aux dernières élections au Conseil national, pas encore certain du succès de la fondation de l'Association des cinquantenaires, M. Dutler (55) lance sa nouvelle initiative avec deux conseillers nationaux de l'Action Nationale contre l'emprise étrangère, MM. Breny et Oehen, et un conseiller national élu sur la liste bernoise de l'Alliance des indépendants, M. Jakob Bächtold. Le comité s'appelle modestement : Comité pour un impôt sur le revenu.

Passez près du « Käfigturm » un samedi matin, vous ne perdrez probablement pas votre temps.

Sus au Suisse!

Délégations sur délégations de Valaisans s'en viennent ces temps-ci à Berne protester contre les arrêtés fédéraux empêchant la vente de biens immobiliers aux étrangers. Les délégations se suivent, mais ne se ressemblent pas. Du moins, à un siècle et demi d'intervalle!

En 1833, les Valaisans s'opposèrent vivement à un projet de révision du Pacte fédéral prévoyant entre autres la liberté d'établissement et le droit pour le Suisse d'un autre canton d'acquérir des biens-fonds. C'est que de telles dispositions fédérales violaient les lois valaisannes d'alors qui devaient assurer « que les propriétés d'un Valaisan ne passent pas trop facilement entre les mains de personnes étrangères au canton »!

La tentative de révision du Pacte échoua...

Des comités de salut public pour sauver les régions européennes en déclin

Que ce soit à l'échelle mondiale, européenne ou nationale, le capitalisme est caractérisé par un développement régional inégal. Ce n'est pas une découverte. Marx avait déjà constaté, à propos de l'Inde, que l'industrialisation de quelques pays avait pour corollaire, dès ses débuts, la non-industrialisation d'autres contrées. Depuis une dizaine d'années, le problème se pose avec une acuité accrue en Europe occidentale.

Au développement de certains pôles correspond le déclin inéluctable d'autres régions (Sarre, Palatinat, Lorraine, Styrie, Jura suisse, etc.). Pour ces dernières, condamnées par la restructuration capitaliste sur le plan européen et mondial, cela signifie fermeture d'usines, chômage, dépeuplement, implantation militaire. Afin de sensibiliser les populations de ces régions et de susciter une riposte internationale des travailleurs de l'usine et de la terre, les groupes Hydra (Suisse et Allemagne) et Spartakus (Autriche) ont entrepris une vaste campagne d'information. Le Congrès international contre la récession, qui s'est tenu à Delémont les 1^{er} et 2 juillet, s'inscrivait dans ce contexte.

Bien que le Jura, à cause de la restructuration de l'industrie horlogère, figure parmi les régions menacées de récession, cette conférence n'attira qu'un nombre restreint de Jurassiens, une trentaine de militants de gauche et d'extrême-gauche déjà sensibilisés au problème du développement régional inégal. Cela signifie-t-il que les syndicalistes, les responsables politiques, les autonomistes et les séparatistes se désintéressent de l'avenir économique du Jura ? La réflexion est-elle conditionnée par l'étiquette idéologique ?

Cette réunion permet d'entendre une série d'ex-

posés et de témoignages directs de représentants des régions ouvrières et paysannes belges, françaises, allemandes, hollandaises et suisses. A partir de cas précis, tels que la destruction de la petite paysannerie en Suisse et en Allemagne, la fermeture des charbonnages en Sarre, en Lorraine et en Belgique, celle de fabriques de textile, de papier et de chaussures en Hollande, le licenciement d'ouvriers à Schirmeck (Alsace), les militants des groupes Hydra et Spartakus évoquent quelques-uns des problèmes engendrés par la récession économique : la jeunesse est directement touchée à travers la déqualification professionnelle, l'émigration voire la « criminalisation » ; la destruction systématique de la petite paysannerie a pour corollaire l'implantation de l'armée (Fribourg, Franches-Montagnes) ; le désespoir qui frappe les populations des régions menacées les rend vulnérables à la propagande d'extrême-droite ; les syndicats et les partis ouvriers ont été jusqu'ici incapables d'agir sur le plan international ou de s'élever au-dessus des préoccupations électoralistes.

Les porte-parole de Hydra et de Spartakus pré-

sentèrent également un programme d'action, lequel prévoit la création de « comités de salut public », gérant les impôts versés par les contribuables afin que ces capitaux soient investis dans la région même. La restructuration et la modernisation de l'appareil de production ne doit pas se faire aux frais des travailleurs, mais par un prélèvement fiscal sur les revenus des grandes firmes multinationales. Une partie du budget militaire devrait servir à la défense économique des régions menacées de récession.

Dans l'immédiat, Hydra et Spartakus préconisent le refus de toute fermeture d'usine et de tout licenciement qui ne serait pas assorti d'une alternative acceptable et l'opposition à l'implantation de places d'armes et au renforcement de l'appareil répressif. Ils ont l'intention de soumettre ce programme aux autorités et aux habitants des régions concernées. Lors de la discussion qui suivit, un interpellateur fit remarquer à juste titre que la défense de ces régions ne saurait se limiter à un tel programme. Pour être efficace, cette action devrait porter nécessairement sur les centres de décision situés ailleurs.

Us et coutumes

L'hebdomadaire allemand Wirtschaftswoche a établi, il y a quelque temps, une comparaison du prix de construction, dans divers pays, d'un bungalow « Contracta » (surface construite : 75 m²). Les prix sont en mark allemand ; l'aménagement, ainsi que le mode de construction, correspondent aux usages locaux. Les résultats : Espagne 35 000 DM, Madère/Portugal 48 000 DM, Italie 69 500 DM, Autriche et Allemagne 99 500 DM, et Suisse 119 000 DM.

En Suisse aussi

Combien de journaux ont mis en évidence le militantisme des partisans du sénateur McGovern ? Or, il est aussi possible de s'engager en Suisse : le comité en faveur de l'initiative prévoyant l'interdiction de l'exportation d'armes cherche, en Suisse alémanique, un millier de partisans s'engageant à verser mensuellement 10, 20 50 francs (ou plus), pendant quelques mois, pour défendre l'initiative avec des moyens plus importants.

Le passé du mandarin

Le discours prononcé par le recteur de l'Université de Berne, le professeur Georges Redard, lors du Dies academicus 1971, vient d'être publié en brochure. On y trouve ce passage intéressant, à côté de beaucoup d'autres : « En outre mes compétences, limitées, sont aussi contestables, et pour trois raisons au moins... La troisième, qui chagrinerait peut-être mes partisans et réjouirait mes contradicteurs, c'est que j'ai été, dans ma jeunesse, un militant d'extrême-gauche, à une époque où les marxistes acceptaient certes encore de remettre leurs principes en question, mais où le communiste avait, en Suisse, à peu près le rang d'un condamné de droit commun (je n'étais ni l'un ni l'autre en avril 1954, lors de mon premier voyage à Moscou, ce qui n'empêcha pas l'« Aargauer Tagblatt » de crier au scandale et d'exiger mon licenciement immédiat, à l'indignation du rédacteur en chef de la très libérale « Gazette de Lausanne » qui prit ma défense contre ce torchon. » Le discours a été publié sous le titre : « L'Université à l'heure de la contestation — Réflexions d'un mandarin ».

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

A la guerre comme dans la vie

Dans le numéro du 8 juillet de Réforme, j'ai lu un article qui m'a bien intéressé.

Ou tu porteras mon deuil, ça s'intitulait. Il y était question du procès de Buffet et de Bontems, les deux tueurs de la prison de Clairvaux, qui viennent d'être condamnés à mort.

Tout d'abord, ce dialogue, saisissant, entre l'avocat de la défense et le directeur de la prison :

« M. le directeur (...), étiez-vous satisfait du fonctionnement de la prison ?

— Oui, dans la mesure des faibles moyens dont je disposais.

— Vous n'êtes pas difficile. Est-il vrai que le 22 février 1970, un détenu en a poignardé un autre ?

— Oui.

(...)

— Est-il vrai que, quelques semaines après, le détenu Tony André s'est pendu ?

— Oui.

— Qu'en avril 1970, le détenu Lecharpentier s'est arrosé d'essence, incendié comme un bonze et est mort dans d'atroces souffrances à l'hôpital de Bar-sur-Aube, où il avait été transporté ?

— Oui.

— Que presque en même temps, le détenu Ferrer a tué le détenu Mehaouda ?

— Oui. »

Et les jeunes délinquants ?

Vous me direz : « En quoi ça nous concerne ? J'avais cru comprendre, par exemple, que nous ne disposons pas chez nous des locaux prévus par la loi depuis trente ans pour la détention des jeunes délinquants... Mais ce n'est pas là que je voulais en venir. Car je lis encore ceci, qui porte à réfléchir :

Selon Réforme, la vie de Buffet n'a été qu'une succession d'échecs.

« Il s'est engagé dans la Légion étrangère ; a fait la guerre d'Indochine à la table du général Navarre (vous vous souvenez : le scandale des piastres, Dien Pien Phu, etc...), dont il était le cuisinier ; est passé au Vietcong ; en est revenu pour se faire condamner et, dès lors, est entré dans la délinquance, en donnant aux opérations solitaires qu'il menait le caractère d'opérations de commando... »

Tiens ! tiens ! Et s'il y avait un rapport entre les

enseignements retirés de la guerre d'Indochine et ces opérations ?

Et l'exportation d'armes ?

Vous me direz (encore) : En quoi ça nous concerne ? — En ceci : dans deux mois, nous allons voter sur l'initiative contre l'exportation des armes. Vous avez des enfants, M'sieur-Dame, un fils, peut-être, aux cheveux trop longs... Si vous pouvez lui expliquer clairement que la neutralité s'accommode parfaitement du trafic des armes ; que la Croix-Rouge dont nous nous glorifions n'est en rien contradictoire avec les modestes bénéfices réalisés en vendant aux peuples sous-développés des explosifs, mitrailleuses, lance-flammes et autres joujoux, alors n'hésitez pas : votez non ! Mais attention : ces petits ont parfois l'esprit incroyablement tordu ; ils risquent de ne pas comprendre et de conclure bien hâtivement que la neutralité suisse, c'est une belle f... Voire même d'utiliser ces explosifs contre vous — ça s'est eu vu ! Et quant à moi, je ne me charge pas de les détromper.

J. C.

« Das Kapital » de Jules Bolomey

« Sputnik », l'équivalent soviétique du « Reader's Digest », révèle que Karl Marx faillit manquer son entrée dans l'histoire. Preuve en soit, cette lettre de son éditeur : « Monsieur le Docteur. Voilà dix-huit mois que j'attends le manuscrit de « Das Kapital » que vous avez accepté d'écrire pour nous. Si ce manuscrit n'arrive pas dans les six mois, nous serons contraints de confier cette tâche à un autre auteur. »